

tion de la nouvelle prothèse afin d'obtenir une marche plus stable et fonctionnelle avec un minimum d'effort pour chaque patient. Le nombre de jours consacrés à la marche varie en fonction de la situation de chacun.

« La dernière étape du travail est la finition complète de la prothèse. Nous retirons les vieilles prothèses qui sont conservées au Centre. Le patient reçoit sa nouvelle prothèse. Il est content et il rentre ensuite à Ziguinchor. Nous prenons également des photos en souvenir ».

Pour une meilleure poursuite de leurs activités

Après deux semaines passées à Bissau, Arthur et Mamadou sont de retour à Ziguinchor. « Avant, j'avais une prothèse avec un genou fixe. Actuellement, pour la première fois, je bénéficie d'une prothèse fémorale, avec un genou libre, conforme à mon handicap. Elle me permet de me déplacer plus facilement.



Nous avons aussi reçu des conseils sur les mesures d'hygiène à adopter avec la prothèse », précise Arthur.

Mamadou explique : « la prothèse tibiale qui m'a été remise est différente de celle que j'avais et la qualité est meilleure. Je n'ai eu besoin que d'un seul jour d'exercice de marche au Centre pour m'adapter à ma nouvelle prothèse ».

Avec leurs nouvelles prothèses, Arthur et Mamadou ont déjà repris leurs activités habituelles. Arthur élève des porcs dans un enclos aménagé dans la cour du domicile familial. Mamadou, lui, tient un petit atelier pour la réparation de vélos. Les activités génératrices de revenus de ces deux jeunes ont été financées par le CICR en 2011 et 2012.

Le centre de réhabilitation physique « Dr. Ernesto Lopes Moreira » est une structure médicale qui dépend du Ministère de la santé bissau-guinéenne. Il est situé dans un quartier périphérique de la ville de Bissau et offre divers services dont les principaux sont la physiothérapie (électrothérapie, gymnastique) et l'appareillage orthopédique. Les types de patients suivants y sont pris en charge : amputés suite à des explosions de mines mais surtout en raison de leur diabète, victimes d'accidents vasculaires cérébraux ou d'autres pathologies orthopédiques, ainsi que les enfants avec paralysie cérébrale ou des pieds bots. Le CICR l'a reconstruit en 2010 et le soutient depuis lors.

Ziguinchor : Hommage à Jeanie Waddell-Fournier

La Sous-délégation CICR de Ziguinchor a commémoré le 10^e anniversaire du décès de Jeanie Waddell-Fournier, par accident de mine en Casamance, le 1^{er} septembre 2006. Un vibrant hommage lui a été rendu au cours d'une cérémonie honorée par la présence du personnel CICR, d'organisations partenaires et de représentants des communautés du nord Fogny.

Des témoignages émouvants ont été prononcés à l'endroit de Jeanie, et selon l'adjoint au chef de la délégation régionale de Dakar, Zakaria Maiga « elle a laissé le souvenir d'une personne pleine de chaleur, de bonne humeur, d'énergie et d'engagement dans tout ce qu'elle entreprenait. La mine qui l'a emporté évoque, une fois encore, dans nos souvenirs le lourd tribut payé par les acteurs humanitaires et les risques qu'ils encourent partout où ils interviennent ».

Pour l'ancien médecin chef de la région médicale de Ziguinchor (Colonel Mame



Demba Sy), « nous avons eu à faire le trajet dans des localités assez lointaines, des supervisions à Djibidione ou d'autres villages, pour constater les réalisations effectuées en son temps dans cette zone. Considérant que c'était dans des moments assez difficiles où ces zones étaient difficilement accessibles au personnel de santé de la région et seule la Croix-Rouge pouvait accéder au Nord Sindian ».

La cérémonie d'hommage a été marquée par la pose d'une plaque commémorative à son effigie et la plantation d'un « arbre du voyageur ». De plus, un match de football a eu lieu ainsi que des dons de sang au bénéfice de l'hôpital de Ziguinchor.

Délégation régionale de Dakar

Rue 7 x B, point E
BP 5681 Dakar Fann
T +221 33 869 13 69
F +221 33 824 14 16
Email : dak_dakar@icrc.org www.icrc.org
© CICR, décembre 2016

Sous-délégation de Ziguinchor

Parcelles Assainies 1372
Goumel- BP 1044
T +221 33 991 61 06
Email: zig_ziguinchor@icrc.org

Photo de couverture : José cendon/CICR - Textes : Lazar Sagna, communication CICR Ziguinchor



BULLETIN OPERATIONNEL

Décembre 2016

LE CICR EN CASAMANCE, SENEGAL

Ziguinchor : une savonnerie artisanale pour entretenir sa famille



Awa Sagna fait partie de la population déplacée de longue date en raison du conflit armé en Casamance. Elle vit dans la commune de Ziguinchor depuis plusieurs années. Avec le soutien du CICR, elle a créé une savonnerie artisanale pour subvenir aux besoins essentiels de sa famille.

Des déplacés installés en ville

Le conflit en Casamance a contraint, au cours des 3 dernières décennies, des milliers de personnes à se réfugier en Gambie et en Guinée-Bissau. D'autres se sont installées dans des quartiers périphériques de la ville de Ziguinchor, la capitale régionale. L'espoir d'un retour dans leurs villages d'origine est bien présent mais cette perspective semble encore lointaine pour ces familles. Elles

tout était à notre portée. On pratiquait le troc, par exemple, une bassine de poissons était échangée contre une de mil ».

Une intégration active

A Ziguinchor, Awa a décidé d'intégrer un groupement de femmes qui s'active dans la transformation de fruits et légumes. Plus tard, elle s'initie à la fabrication de savons. Avec l'expérience acquise, Awa et les femmes déplacées de son village ont été orientées par la présidente du groupement vers un partenaire. Celui-ci les a équipées en matériel pour la transformation mais le projet n'a pas prospéré.

Une savonnerie artisanale

Suite aux conseils de sa formatrice qui lui a appris ce métier, elle a alors décidé de lancer sa propre affaire. « J'ai bénéficié d'un financement du CICR destiné aux femmes déplacées accompagné d'une formation en gestion et en entrepreneuriat et de conseils sur une période de 6 mois. C'est ainsi que j'ai aménagé mon local, acheté mes équipements (une table de coupe, 7 moules, 2 fûts etc.) et des matières premières pour produire le savon ».

éprouvent des difficultés quotidiennes à couvrir leurs besoins essentiels.

De Bissine à Ziguinchor

C'est en 1994 qu'Awa alors très jeune et sa famille sont parties de Bissine, dans l'arrondissement de Niaguis (département de Ziguinchor), pour la commune de Ziguinchor. « Nous avons toujours vécu dans la quiétude avant que le conflit n'oblige les populations de mon village à le quitter. C'est ainsi que ma famille a quitté Bissine pour s'installer d'abord à Kandialang puis à Santhiaba avant de gagner définitivement Diabir, un quartier périphérique de la commune de Ziguinchor ». Au village, Awa aidait sa tante dans les travaux de production d'huile de palme, l'agriculture, le maraîchage et l'exploitation bananière. Elle garde de très bons souvenirs de son village. « Il faisait bon vivre à Bissine et



CICR



CICR

« Sabou Awa » (savon Awa) est le nom qu'elle a donné à son produit. Elle travaille en collaboration avec ses deux tantes et produit deux fois par mois, puis stocke. Par ailleurs, deux de ses enfants (un garçon et une fille) lui viennent parfois en aide dans la production. Elle s'adapte aussi en fonction de la commande des clients et peut lancer d'autres productions au besoin. C'est à son domicile que les clients viennent s'approvisionner.

« Je produis du savon ordinaire pour le linge et un autre type pour la toilette. Le savon ordinaire est vendu à 300 frs l'unité et celui de toilette à 500 frs. »

Responsable de sa famille

Veuve depuis 2014, Awa est aujourd'hui âgée de 39 ans. Elle a à sa charge ses 4 enfants (3 garçons et 1 fille) en plus des 3 petits enfants de son époux défunt.

Awa s'organise de telle sorte qu'après une production et vente de savons, elle récupère d'abord les recettes destinées aux matières premières, puis verse une partie des bénéfices dans son compte ouvert dans une institution financière de la place pour constituer une épargne et éviter le gaspillage.

C'est en partie grâce aussi aux bénéfices générés qu'elle prend en charge les dépenses de sa famille malgré les difficultés. « J'ai effectué toutes mes dépenses de la Tabaski de l'année passée grâce aux bénéfices du projet sans contracter de dettes » explique-t-elle fièrement.

Elle motive les membres de son équipe en leur donnant des savons et un montant symbolique. Elle ne dispose pas de ressources financières suffisantes pour les payer mais participe cependant à leur formation.

Des ambitions pour l'avenir

Si sa savonnerie se développe bien, Awa ambitionne d'aménager un plus grand local. « Mon souhait serait aussi d'ouvrir une boutique au marché ou dans un autre quartier pour vendre mes savons ».

Par ailleurs, elle partage ses savoir-faire avec des femmes à Ziguinchor et parfois même à Dakar. « Je forme les femmes à la production de savon mais également à celle de jus de pomme de cajou, à la conservation des noix d'anacarde (salée, pimentée, poivrée), des céréales ». Selon Awa, les connaissances acquises doivent être démultipliées afin d'aider les femmes à mieux entreprendre.

Malgré le déplacement de longue durée, des femmes comme Awa s'efforcent d'améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs familles, et d'acquiescer une autonomie financière.

Les populations de retour à Effock reconstruisent leur vie

Après plusieurs années de déplacement en raison du conflit, les populations qui se réinstallent dans leur village d'origine d'Effock, dans le sud de la Casamance, reconstruisent leurs maisons avec l'aide du CICR.

Un retour progressif

Situé dans la commune de Santhiaba Manjack (département d'Oussouye), Effock fait partie de ces nombreux villages de la Casamance, qui ont douloureusement ressenti les conséquences du conflit armé. Le village qui a connu deux déplacements successifs en 1993 et 1995 compte quatre grands quartiers. Suite à leur déplacement, les populations avaient trouvé refuge en Gambie et en Guinée-Bissau. D'autres s'étaient installées dans les villes d'Oussouye, Ziguinchor et Dakar.

« C'est le conflit qui nous a obligés à abandonner notre village en laissant tous nos biens derrière nous. Finalement, je me suis installé avec ma famille à Cassolol en Guinée-Bissau », raconte Djibogne Coly, un vieux notable du village.

Après plusieurs années, en raison de conditions de vie souvent difficiles là où ils s'étaient déplacés, quelques habitants ont amorcé un retour volontaire dans leur village. « Nous avons organisé des congrès par le biais d'un groupement (Conseil permanent pour la renaissance d'Effock) pour sensibiliser nos populations à un retour au bercail après la crise. C'est le début des premières vagues de retour », explique son Président Matthias Badji.



Avec l'accalmie observée ces dernières années, d'autres ont également pris le chemin du retour vers leur terre d'origine. Ils ont pu bénéficier du soutien villageois afin de retrouver leurs marques.

Une priorité : l'habitat

Hébergées temporairement par des proches, les familles rentrées récemment ont entrepris la construction de leurs maisons. Elles ont pour cela bénéficié de l'assistance à la reconstruction du CICR. Parmi elles, Ousmane Diédhiou qui ne se rappelle plus de l'année durant laquelle il a été contraint de quitter son village : « Quand je suis rentré à Effock, en provenance de Téniate en Guinée-Bissau, j'ai construit ma maison et la Croix-Rouge m'a aidé à la couvrir, en me donnant des tôles, des pointes et des rôniers. J'ai un toit pour ma famille ».

Dans ce village, où le CICR se rend depuis peu, 11 familles de retour de Guinée-Bissau occupent leurs nouvelles maisons et reprennent leurs activités.

Selon Marie Héléne Diatta, « je m'étais déplacée avec ma famille par peur en même temps que les autres, au moment où tout le village s'est vidé. Je suis veuve depuis trois ans et actuellement, je vis avec mes enfants dans ma maison, laquelle a été couverte grâce au soutien du CICR ».

L'agriculture, l'élevage, la pêche, la production d'huile et de vin de palme, la cueillette de fruits sauvages, le fauchage de paille pour la couverture des maisons constituaient les principales activités des villageois avant leur départ. Certaines redémarrent partiellement et d'autres voient le jour.

Mobiliser d'autres organisations

Suite à des efforts de mobilisation du CICR auprès d'autres organisations, 204 ménages de Djirack dont 154 d'Effock, soit 1'256 habitants rentrés récemment, ont reçu des vivres (riz et niébé) du Programme Alimentaire Mondial (PAM). Cette aide en période de soudure permet de couvrir leurs besoins alimentaires pendant plusieurs semaines.

De plus, des semences de riz et des engrais fournis dans le cadre du projet étatique PPDC (Projet pôle de développement de la Casamance) leur ont été distribués.

Un village reculé

L'accès à Effock par voie terrestre est très difficile, les pistes sont impraticables. Le fleuve constitue la principale voie d'accès. Il est emprunté par les habitants pour voyager ou transporter leurs produits agricoles et forestiers.

Ce sont les femmes qui en général font le commerce des produits locaux. Une pirogue à moteur fait la navette et sert en même temps d'ambulance pour l'évacuation des malades. Pour la réhabilitation de leur jardin maraîcher, du grillage a été fourni ainsi que

des conseils techniques quant aux variétés à cultiver. C'est par voie fluviale, que cette aide a été livrée par le CICR.

« Nous allons faire la clôture du jardin maraîcher. Cela va nous permettre de relancer les activités maraîchères, d'avoir de la nourriture pour nos familles et des revenus », déclare Cathérine Badji, représentante des femmes du jardin.

Le retour des populations d'Effock dans leur village d'origine et la reprise des activités de ce terroir constituent le principal souhait de ces dernières.

Ziguinchor-Bissau : une collaboration transfrontalière pour des victimes de mines

Soixante-cinq victimes de mines en Casamance qui vivent avec un handicap, ont bénéficié de nouvelles prothèses au Centre de réhabilitation physique soutenu par le CICR et situé dans la capitale de la Guinée-Bissau. Cette assistance a été rendue possible grâce au partenariat entre le CICR, le Centre National d'Action anti-Mines au Sénégal (CNAMS) et l'Association Sénégalaise des Victimes de Mines (ASVM).

Des centaines de victimes de mines Le conflit en Casamance a eu des conséquences douloureuses sur les populations et a causé 826 victimes de mines depuis 1988 (source : CNAMS). Parmi les victimes civiles, 151 sont décédées et 85 autres ont perdu un ou deux membres inférieurs. Leur fournir des prothèses facilitant leur mobilité représente un immense bénéfice pour ces personnes. C'est pourquoi, le CICR, le CNAMS, l'ASVM et le Centre de réhabilitation physique de Bissau ont établi un partenariat pour aider ces victimes de la guerre à bénéficier de prothèses adaptées. Ainsi, le centre de réhabilitation physique de Bissau reçoit depuis un an les patients venus de Casamance.

Deux jeunes parmi les bénéficiaires

Arthur et Mamadou, tous deux âgés de 28 ans, ont connu le même sort. Ils ont été gravement blessés par des mines, respectivement en 2002 et 2006. « Mes amis et moi étions partis en promenade à Boutoute et c'est dans un verger que j'ai marché sur la mine. C'était à un mois de l'examen scolaire que je n'ai d'ailleurs pas pu passer, à cause des 4 mois d'hospitalisation [...] Après mon rétablissement, j'ai continué mes études jusqu'en classe de terminale », confie Arthur.



« J'étais parti aux champs pour aider ma tante et j'ai sauté sur une mine. J'ai passé 3 mois à l'hôpital. Actuellement, je ne peux plus faire certaines activités car physiquement je suis diminué », explique Mamadou.

Obligés de se débrouiller pendant plusieurs années par faute de moyens avec leurs prothèses inadaptées et souvent vieilles, Arthur et Mamadou ont pu se rendre récemment à Bissau.

Une nouvelle prothèse pour redonner espoir

« Je suis heureux de me rendre à Bissau car cela me donne l'opportunité d'avoir une nouvelle prothèse bien adaptée. Sans prothèse, les victimes ont une mobilité extrêmement limitée. Celle que je vais obtenir sera ma seconde prothèse depuis mon accident », souligne Arthur avant son départ.

Le groupe de cinq personnes dont font partie Arthur et Mamadou, choisies par l'ASVM pour bénéficier de nouvelles prothèses à Bissau, a été logé pendant deux semaines dans une maison louée non loin du centre

de réhabilitation physique de Bissau afin qu'ils puissent bénéficier d'un meilleur suivi.

Le lendemain de leur arrivée, les patients ont été présentés au centre pour une évaluation. « L'évaluation est nécessaire et consiste à voir si le moignon a bien cicatrisé ou s'il n'y a pas de lésion ou d'anomalie qui empêche le patient de bénéficier immédiatement d'une prothèse. Ensuite on fait le moulage, puis la fabrication de la prothèse. Un à deux jours après, ils sont appelés pour le premier essayage. S'il est concluant, nous les faisons marcher au cours des deux jours suivants et nous procédons au travail de finition. Après la fabrication de la nouvelle prothèse, nous corrigeons les défauts de la marche du patient », explique Joazinho Indi, orthoprothésiste au centre.

La marche constitue une étape importante pour les patients. C'est dans une salle spécialisée que les patients s'exercent, sous la conduite d'une équipe de physiothérapeutes. Cette équipe est conseillée par un physiothérapeute du CICR, lequel établit un programme d'entraînement pour l'adapta-